

# ACTION URGENTE

## SYRIE. DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS MAINTENUS EN DÉTENTION

**Le personnel du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression ainsi qu'un visiteur sont maintenus en détention au secret depuis leur arrestation, le 16 février 2012. On pense qu'ils se trouvent dans les locaux de la Sécurité de l'armée de l'air à Damas. Ils risquent d'être victimes de torture et d'autres mauvais traitements.**

**Mazen Darwish**, 40 ans, a été interpellé en même temps que 13 de ses collègues et deux visiteurs lors d'une descente au Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), qu'il dirige. Sur les 16 personnes arrêtées, les sept femmes, dont une visiteuse, ont été relâchées. En revanche, **Mazen Darwish, Hani al Zitani, Abd al Rahman Hamada, Hussein Gharir, Mansour al Omari, Bassam al Ahmed, Ayham Ghazoul, Joan Fersso et Shadi Yazbek**, un visiteur, sont maintenus en détention. Leurs familles sont sans nouvelles d'eux depuis et on ignore s'ils ont pu consulter un avocat.

Un contact a informé Amnesty International que des hommes en uniforme, membres supposés de la Sécurité de l'armée de l'air, ont fait une descente au SCM le 16 février 2012. Les 16 individus interpellés se trouvaient dans le bâtiment à l'arrivée des forces de sécurité, qui ont également emporté des ordinateurs portables, des téléphones mobiles et des dossiers contenant probablement des informations confidentielles relatives au travail du Centre. L'une des femmes relâchées a révélé qu'ils avaient tous été emmenés dans les locaux de la Sécurité de l'armée de l'air à Damas. On pense que Mazen Darwish et les huit autres hommes y sont toujours détenus, apparemment sans inculpation ni jugement.

On ignore le motif de cette descente au SCM. Amnesty International pense que Mazen Darwish et ses collègues sont peut-être visés en raison de leur travail lié aux droits humains, auquel cas elle considérera ces personnes comme des prisonniers d'opinion. Shadi Yazbek semble avoir été arrêté uniquement parce qu'il se trouvait dans le Centre à ce moment-là.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :**

- faites part de votre inquiétude quant au fait que Mazen Darwish, Hani al Zitani, Abd al Rahman Hamada, Hussein Gharir, Mansour al Omari, Joan Fersso, Ayham Ghazoul, Bassam al Ahmed et Shadi Yazbek soient en détention au secret depuis le 16 février 2012 dans des conditions équivalant à une disparition forcée ;
- exhortez les autorités à veiller à ce que ces neuf hommes soient protégés de tout acte de torture et d'autres mauvais traitements, et qu'ils puissent contacter immédiatement leurs familles et l'avocat de leur choix, et bénéficier des soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- indiquez que si ces individus ont été arrêtés uniquement en raison des activités pacifiques qu'ils mènent pour le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, ou de leurs liens avec celui-ci, ils doivent être libérés immédiatement et sans condition. Si ce n'est pas le cas, ils doivent être inculpés et jugés dans le respect des normes internationales d'équité des procès.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 11 AVRIL 2012 À :**

#### Président de la Syrie

Bashar al-Assad  
Presidential Palace  
Al-Rashid Street  
Damascus, Syrie

**Fax : +963 11 332 3410**

**Formule d'appel : Your Excellency, /**

**Monsieur le Président,**

#### Ministre des Affaires étrangères et des

#### Expatriés

Walid al-Mu'allim  
Ministry of Foreign Affairs and  
Expatriates

Al-Rashid Street, Damascus, Syrie

**Fax : +963 11 214 625 12 / 13**

**Formule d'appel : Your Excellency, /**

**Monsieur le Ministre**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Syrie dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## SYRIE. DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS MAINTENUS EN DÉTENTION

### COMPLÉMENT D'INFORMATIONS

En Syrie, des manifestations en faveur de réformes ont débuté en février 2011 et se sont transformées en mouvements de protestation de grande ampleur à la mi-mars. Ces rassemblements sont le plus souvent pacifiques ; pourtant, les autorités syriennes répondent de la manière la plus brutale qui soit pour tenter d'y mettre un terme. Amnesty International a obtenu les noms de plus de 6 200 personnes qui seraient mortes ou auraient été tuées dans le cadre de ces manifestations depuis la mi-mars. On pense que beaucoup ont été abattues par des membres des forces de sécurité utilisant des balles réelles, alors qu'elles participaient à des manifestations pacifiques ou assistaient aux obsèques de personnes tuées au cours de précédents mouvements de protestation. Des membres des forces de sécurité ont aussi été tués, parfois par des soldats ayant déserté et pris les armes contre le gouvernement.

Des milliers de personnes ont été arrêtées et bon nombre d'entre elles sont détenues au secret dans des lieux inconnus où les actes de torture et autres mauvais traitements seraient monnaie courante. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, plus de 270 personnes seraient décédées en détention dans des circonstances extrêmement suspectes.

La Syrie dispose de plusieurs agences chargées de la sûreté nationale et du renseignement, en plus d'organisations encore plus obscures, dont les membres sont souvent armés mais ne sont pas forcément en uniforme, qui se rendent coupables d'enlèvements, d'homicides et d'autres violences, et cela avec la coopération, ou au moins l'approbation, des représentants du gouvernement. Amnesty International a également reçu des renseignements au sujet d'individus armés qui menacent, agressent et, parfois, tuent des personnes qu'ils considèrent comme étant liées au gouvernement ou le soutenant.

Mazen Darwish est le directeur du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, qui a été fermé en 2009 par les autorités syriennes avant d'être rouvert sans l'autorisation du gouvernement. Depuis, le SCM publie des articles sur les violences dont sont victimes les personnes travaillant pour la presse, notamment les journalistes, et sur les restrictions abusives qui pèsent sur la liberté d'expression. Amnesty International a rassemblé des informations sur l'augmentation du nombre d'atteintes aux libertés fondamentales commises par les autorités syriennes à l'encontre des défenseurs des droits humains depuis le début des manifestations en faveur de réformes organisées dans le pays depuis mars 2011.

Le SCM a révélé que les employées du Centre interpellées ont été libérées le 18 février à la condition qu'elles se présentent à la Sécurité de l'armée de l'air, tous les jours de 9 heures à 14 heures, en vue d'un supplément d'enquête. Il s'agit de Yara Badr, Sanaa Mohsen, Mayada Khalil, Razan Ghazzawi, Rita Dayoub, Maha Assabalani et Hanadi Zahlout, une visiteuse.

Noms : Mazen Darwish, Hani al Zitani, Abd al Rahman Hamada, Hussein Gharir, Mansour al Omari, Joan Fersso, Ayham Ghazoul, Bassam al Ahmed et Shadi Yazbek

Genre : hommes

AU 67/12, MDE 24/019/2012, 29 février 2012

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

